

Phytos : Les « énormes avancées » du gouvernement

réservé aux abonnés

16.05.19



Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture.

Invité sur Europe 1, le ministre de l'Agriculture approuve la décision du gouvernement français qui fera de l'Hexagone « le premier pays au monde à sortir du glyphosate », et assure qu'aucun lobby n'a influencé le retard de l'interdiction.

« Le glyphosate est un produit dangereux, c'est pour ça que le gouvernement souhaite en sortir en 2021 », a déclaré Didier Guillaume jeudi 16 mai 2019 lors d'une interview sur Europe 1.

Interrogé sur les propos polémiques du sénateur Pierre Médevielle affirmant que le glyphosate est moins cancérigène que la charcuterie ou la viande rouge, le ministre de l'Agriculture invoque le principe de précaution. « Je ne veux pas comparer la viande rouge et le glyphosate. Les cigarettes sont totalement cancérigènes, on ne les interdit pas. Donc la prohibition n'est pas le sujet. C'est le principe de précaution qui doit s'appliquer. »

« C'est une médaille que j'affiche à ma veste »

Si le ministre ignore le rôle du lobbying de Monsanto pour retarder l'interdiction du glyphosate dans le monde, ce n'est certainement pas le cas en France, selon lui. « En ce qui concerne la France, il n'y a pas de pressions, je ne vois pas qui mettrait des pressions. Nous décidons d'interdire le glyphosate, nous ne demandons pas l'avis de M. Monsanto ou M. Bayer. »

Concernant le fichage, qu'il qualifie de « scandaleux », des opposants au glyphosate par Monsanto, Didier Guillaume se félicite de figurer parmi les détracteurs du produit. « C'est une médaille que j'affiche à ma veste. Je suis assez content d'être détracteur de ce produit, moi qui ai fait de mon département le premier département bio en France. »

Bientôt un fonds d'indemnisation pour les phytos

« La France va être le premier pays au monde à sortir du glyphosate et à faire baisser sa dépendance aux produits phytosanitaires en 2025 de 50 % », a insisté Didier Guillaume. L'ampleur de la tâche est grande. En effet, le premier plan Ecophyto mis en place en 2008 n'avait pas été à la hauteur de ses ambitions.

Le ministre a récemment rencontré Paul François, céréalier français qui a gagné un procès de longue haleine contre Monsanto. « Ce qui m'importe, c'est qu'aujourd'hui la justice, lorsqu'il y a des maladies avérées, fasse son œuvre et condamne. La France va mettre en place un fonds pour les phytos pour indemniser les agriculteurs victimes des maladies professionnelles. C'est très important. Ce sera unique. Les avancées que nous avons faites à ce gouvernement pour interdire le glyphosate, pour arrêter la dépendance aux produits phytosanitaires, pour faire en sorte de reconnaître les maladies professionnelles..., ce sont d'énormes avancées. »

« Il n'y a plus de moustiques, d'oiseaux et de vers de terre »

Didier Guillaume est également revenu sur ses propos alloués au Dauphiné Libéré le 26 avril 2019, affirmant qu'il fallait revenir à ce que faisaient nos grands-parents. Cette phrase, le ministre l'a prononcée « dans un contexte bucolique », dit-il.

« Ce que je veux dire, c'est que moi quand je roulais dans ma voiture étant jeune, il y avait des mouchillons, des moustiques sur les pare-brise. Aujourd'hui, il n'y a plus rien. Aujourd'hui, il n'y a plus de haies. Aujourd'hui, il n'y a plus d'oiseaux qui nichent. Il n'y a plus de biodiversité. Il n'y a plus de vers de terres dans les champs. Je me rappelle quand on allait à la pêche, on allait chercher des vers de terre. Il faut revenir à cela. C'est la transition agroécologique, c'est moins de pesticides, c'est refaire de la biodiversité, faire tout simplement de la rotation des sols. Je ne veux plus voir l'hiver des grands champs labourés. Il faut faire de l'assolement, de la rotation, des semis, des prairies permanentes. C'est ça l'agriculture à laquelle je veux revenir. Mais en même temps, il faut une agriculture qui soit innovante, compétitive, il faut de la recherche. »

Justine Papin